

USA

Selfie avec les militant-es de base, juillet 2019.



FLICKR : GAGE SKIDMORE ; CC BY-SA 2.0

ÉTATS-UNIS

Maudit fric !

Raymond Klein

Que pourra faire Biden ? Les lobbies économiques ont financé sa campagne et réclameront leur dû. En face, la gauche se mobilise pour un gouvernement au service du peuple.

Après avoir remporté l'élection présidentielle, Joe Biden peut prendre son temps pour assembler son cabinet - son entrée en fonction est prévue pour le 20 janvier seulement. Mais dès son discours de victoire, il a assuré vouloir que ce cabinet « représente l'Amérique ». On peut y voir un engagement à veiller à la diversité des origines ethniques, des genres, des orientations sexuelles, etc., dans la composition de son cabinet. On peut aussi y voir autre chose.

Les milliards préfèrent Biden

Comme le rappelait un article du magazine de gauche « Jacobin » d'avant les élections, l'Amérique des milliardaires et des mégaentreprises a massivement soutenu le candidat Biden. À l'idée que le cabinet de Biden représentera cette Amérique-là, on ne peut que s'inquiéter. Certes, Trump est milliardaire et chef d'entreprise lui-même, il a accordé d'énormes faveurs aux lobbies économiques et il a été candidat du parti républicain, qui traditionnellement favorise les intérêts des riches. Et pourtant, plus de 60 pour cent des 14 milliards de dol-

lars dépensés pour les élections présidentielle et législatives l'ont été par le parti démocrate. Il s'agit de la campagne la plus chère de l'histoire des États-Unis, doublant la mise par rapport à 2016.

L'article de « Jacobin » explique aussi que de nombreuses entreprises n'hésitent pas à soutenir les deux candidats à la fois, et que Biden a certainement profité des sondages qui le donnaient vainqueur. Néanmoins, le fait que la finance, le secteur de la santé et même l'industrie militaire aient largement favorisé les démocrates laisse songeur. Trump de son côté a largement été favorisé par l'industrie des jeux de hasard et celle des énergies fossiles. « Jacobin » note que pour ce dernier secteur, Hillary Clinton avait fait jeu égal avec Donald Trump en 2016, mais qu'en 2020, celui-ci a récolté 13 fois plus de dons « fossiles » que Joe Biden. Le candidat démocrate avait pourtant esquissé des politiques climatiques molles, mais le secteur a honoré Trump, l'homme de la sortie de l'accord de Paris.

On comprend bien l'impression que donnent ces chiffres au sein des classes populaires : celle d'un parti démocrate au service de Wall Street et de la haute société. Qu'une frange importante de l'électorat - typiquement le mâle blanc sans diplôme ni argent - ait choisi de voter pour

Trump, avec son image de bagarreur antisystème, n'est donc pas si surprenant. D'après « Jacobin », la masse des petit-e-s donateurs-trices soutenant Bernie Sanders n'a d'ailleurs pas rejoint Biden (ni Trump). Un signe que, en plus d'une fracture sociétale gauche-droite, il y a aussi une fracture sociale peuple-élite. Celle-ci pourrait expliquer pourquoi Trump, en mobilisant l'électorat populaire de droite, a remporté les élections en 2016 et a pu faire un aussi bon score après quatre ans d'un mandat jugé désastreux... par la plupart des expert-e-s. Expert-e-s certes très qualifié-e-s, mais qui font partie de l'élite, justement.

Convergence des luttes

Biden, président des milliardaires et des mégaentreprises, est-ce donc inéluctable ? Non, car le fric ne peut pas tout, il y a bien une autonomie de la sphère politique par rapport aux forces économiques. « Reprenons en main le gouvernement pour le mettre au service du peuple », a tweeté Elizabeth Warren, une des candidat-e-s de gauche aux primaires démocrates, et considérée comme possible ministre des Finances.

L'aile gauche du parti démocrate et les organisations de terrain comme Black Lives Matter ou le Working Families Party sont décidées à mettre la pression sur Biden (woxx 1604 :

Trump abwählen reicht nicht!). L'enjeu premier est d'obtenir enfin les réformes radicales nécessaires pour s'attaquer aux inégalités et aux injustices criantes. Mais au-delà de la résolution des tensions sociales, il faudra aussi réussir une convergence des luttes, afin qu'une large partie de l'électorat populaire s'identifie à nouveau avec le mot d'ordre d'émancipation dans toutes ses significations.

Pour faire accepter les réformes sociétales, Biden devra s'attaquer à l'iceberg conservateur, dont les groupes extrémistes ne sont que la part émergée, en tentant de le faire fondre plutôt que de foncer dedans. Quant aux réformes sociales, économiques et environnementales, le président élu se heurtera au mur de l'argent s'il se décide à nationaliser l'assurance maladie, à augmenter les impôts ou à interdire le fracking. Un mur solide, mais non sans failles. Appuyé-e-s par la mobilisation des organisations de terrain, légitimé-e-s par un discours sur le bien commun, Joe Biden et sa vice-présidente élue Kamala Harris tiennent leur chance. Après tout, Harris candidate en 2024 devra se faire élire par l'ensemble des citoyen-ne-s et non par les seul-e-s milliardaires. Et lors des élections, l'argent ne peut pas tout - comme l'a rappelé le médiocre résultat de Biden.